

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 23, Number 4, 1992

Le droit international humanitaire (droit international des conflits armés)

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703089ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703089ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1992). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 23(4), 862–867. <https://doi.org/10.7202/703089ar>

Le gouvernement canadien nomme également deux nouveaux représentants à la Commission mixte internationale. Il s'agit des commissaires James Macauley et Gordon Walker. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 151*, 10 juillet 1992).

II – Les relations extérieures du Québec

(juillet à septembre 1992)

A — Aperçu général

Surtout accaparé par les négociations sur le renouvellement de la constitution canadienne qui aboutirent à l'entente de Charlottetown et à la préparation de la consultation référendaire du 26 octobre, le gouvernement québécois consacrait peu de temps en cette fin de période estivale à sa politique d'affaires internationales et à des déplacements ministériels à l'étranger. On retiendra plutôt de ce trimestre la réaction favorable du Québec à la création d'une zone de libre-échange nord-américaine et la publication des statistiques sur l'immigration québécoise en 1991.

B — Les politiques commerciales

À l'opposé d'autres provinces telles que l'Ontario ou la Colombie-Britannique, le Québec accueillait très favorablement l'annonce de la conclusion d'un Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Cet accord «créera le marché le plus riche au monde et fera du Québec un endroit encore plus intéressant pour les investisseurs étrangers» en plus «d'augmenter les exportations québécoises dans un marché plus large» a expliqué le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, au lendemain de la conclusion de l'ALENA, le 12 août. Ce nouvel accord, a renchéri le ministre, répond favorablement aux inquiétudes québécoises quant aux répercussions négatives de l'entente dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des textiles et du vêtement tout en maintenant la protection des industries culturelles et en atténuant les incidences négatives dans le secteur de l'automobile. Le ministre estime enfin que les industries de pointe telles que les industries des télécommunications, de l'aéronautique et de l'aérospatiale, de même que les industries du secteur des services sauront tout particulièrement tirer profit de cette entente¹.

1. Michel VENNE, *Le Devoir*, 13 août 1992, pp. 1 et 4; *Lettre du Québec*, vol. 6, no 1, octobre 1992, p. 1; voir aussi, Manon CORNELIER, *Le Devoir*, 21 juillet 1992, p. 2.

C — Les politiques d'immigration

Le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration publiait au cours du trimestre un document intitulé «Le Québec en mouvement», un rapport qui rend publiques les données statistiques sur l'immigration québécoise pour l'année 1991². On y apprend que le Québec a accueilli durant cette période 51 420 immigrants ce qui représente une augmentation de 26 % comparativement à l'année 1990. Parmi ces personnes, 23 168 ont fait partie de la catégorie de l'immigrant indépendant, 15 501 ont reçu le statut de réfugiés et 12 751 ont été admises comme membres de la catégorie famille.

Les statistiques de ce document révèlent aussi que près de la moitié des immigrants reçus en 1991 sont originaires d'Asie alors que 24 % proviennent d'Amérique latine, 14 % d'Europe et 12 % d'Afrique. Les chiffres par pays d'origine indiquent quant à eux que les ressortissants les plus nombreux sont natifs du Liban, de la Chine, d'Haïti, du El Salvador et de la France.

Enfin, concernant l'intégration des immigrants, le document témoigne du fait que la région de Montréal attire 91 % des nouveaux arrivants, suivie par la région de Québec (3 %) et de l'Outaouais (2 %). Par ailleurs, un peu plus du tiers de ces immigrants, soit 19 925 personnes, ont déclaré parler le français lors de l'accueil au Québec alors que 11 800 d'entre elles ne maîtriseraient que l'anglais et 20 206 autres, aucune de ces deux langues.

D — Organisations et réunions internationales

1 — L'AIMF

La 12^e Assemblée générale de l'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones se tenait les 16 et 17 juillet à Montréal. Les représentants de près de 70 villes en provenance d'une quarantaine de pays s'y retrouvaient pour discuter d'un vaste éventail de questions allant de la gestion des déchets urbains à la modernisation des administrations municipales. Une dizaine de villes, notamment Sofia en Bulgarie, Hué au Vietnam et Garoua au Cameroun, étaient admises à cette occasion. La présidence du maire de Paris, M. Jacques Chirac, a également été reconduite et le choix de la prochaine assemblée s'est porté sur la ville de Port-Louis à l'île Maurice³ pour l'été 1993.

2 — Le Symposium international sur la démocratie

Du 8 au 13 septembre, la capitale du Québec était l'hôtesse des 400 participants réunis pour la tenue du Symposium international sur la démocratie,

2. *Québec Update*, vol. xv, no 15, 27 juillet 1992, pp. 2-3.

3. Voir Jean DION, *Le Devoir*, 18 juillet 1992, p. A2.

une activité spéciale organisée à l'occasion du Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec. Aux délégués de la cinquantaine de Parlements invités, se joignaient le Secrétaire général de l'OEA, M. Joao Baena Soares, l'ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Pères de Cuéllar et l'ancien Président du Liban, M. Amin Gemayel, ainsi que plusieurs autres conférenciers invités. Le Symposium réunissait également des membres de l'Association internationale des Parlementaires de langue française, de l'Association parlementaire du Commonwealth et de nombreuses autres associations parlementaires. Les thèmes abordés durant les forums variaient de l'économie à la culture en passant par les médias⁴.

E — Le Québec et les États-Unis

La Commission du commerce international des États-Unis statuait le 10 août que les importations de magnésium pur canadien produit au Québec par la compagnie Norsk Hydro feront l'objet de droits compensateurs et anti-dumping totalisant 52,96 %⁵. Le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, déplorait vivement cette décision qui était portée devant un comité binational deux semaines plus tard⁶. En juillet, la décision du Département du Commerce américain dans ce dossier avait elle aussi conclu à un préjudice mais reconnu la validité des contrats à partage de risques et de profits signés entre le gouvernement québécois et une compagnie privée. M. Ciaccia avait alors affirmé en conférence de presse à Washington que cette décision représentait «une victoire» puisqu'elle ne remettait pas en cause la politique de gouvernement du Québec dans ce domaine⁷.

F — Le Québec et l'Europe

1 — La mission du ministre Ciaccia en Espagne

Le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, séjournait en Espagne du 2 au 9 septembre. Il rencontrait alors, durant la première étape de ce séjour à Madrid, le secrétaire d'État à l'Industrie, M. Alvaro Espera Montero, ainsi que plusieurs investisseurs espagnols potentiels. M. Ciaccia se rendait ensuite à Séville, ville hôte de l'Exposition universelle, pour participer sur les lieux de ce site aux activités entourant la Journée du Québec. Le Québec profitait à cette occasion de la visibilité offerte par un emplacement au sein du

4. Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec, Direction générale, *Communiqué de presse*, 27 août 1992 et *Communiqué de presse*, 7, 9 et 11 septembre 1992.

5. *Le Devoir*, 11 août 1992, pp. 1 et 4.

6. Frédéric TREMBLAY, *Le Devoir*, 26 août 1992, p. 5.

7. *La Presse*, 8 juillet 1992, pp. A1 et A2; *Le Soleil*, 8 juillet 1992, pp. A1 et A2; *Le Devoir*, 8 juillet 1992, pp. 1 et 4.

Pavillon du Canada pour faire valoir aux pays invités à l'Exposition ses principaux champs d'excellence économiques et culturels. D'autres activités économiques marquaient la fin du séjour de M. Ciaccia en Espagne⁸.

2 – La mission du ministre Tremblay en Europe

La mission en Europe du ministre québécois du Commerce, de l'Industrie et de la Technologie entreprise au début de septembre était principalement consacrée à la promotion de la politique industrielle québécoise et à des discussions sur le partenariat avec les investisseurs étrangers⁹. Après un bref séjour en Norvège et en Suède, M. Tremblay se rendait à Paris où il passait près de trois jours. En plus de ses rencontres avec des gens d'affaires et de sa visite aux bureaux de la compagnie Aérospatiale, M. Tremblay s'entretenait avec le ministre français délégué au Commerce extérieur, M. Bruno Durieux. À l'occasion de cette rencontre, les deux ministres convenaient de travailler de pair au développement de créneaux d'excellence et de complémentarité. M. Tremblay quittait la France pour l'Angleterre où il assistait au Salon de l'aéronautique de Farnborough. Le ministre Ciaccia qui quittait l'Espagne au même moment devait l'y rejoindre¹⁰.

3 – La France

La visite officielle du ministre des Affaires internationales prévue en France du 3 au 8 juillet était annulée pour des raisons de santé et reportée à une date qui n'était pas encore déterminée à la fin du trimestre. Au cours de son séjour, M. Ciaccia devait rencontrer le Premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, pour discuter d'une éventuelle visite au Québec. Des entretiens étaient aussi prévus avec le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Économie et des Finances, le nouveau ministre délégué au Commerce extérieur et la ministre de l'Environnement¹¹.

G — Chronologie thématique*

Dépôt d'une étude sur les besoins énergétiques de New York
8 juillet:

L'étude environnementale préliminaire commandée par le Gouverneur de l'État de New York, M. Mario Cuomo, est rendue publique. On y reconnaît

8. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 2 septembre 1992 et 6 septembre 1992.

9. *La Presse*, 6 septembre 1992, p. A5; *Le Soleil*, 6 septembre 1992, p. B4; *Journal de Québec*, 6 septembre 1992, p. 10.

10. *Lettre du Québec*, vol. xv, no 18, septembre 1992, p. 2.

11. Voir *Lettre du Québec*, vol. 5, no 9, juin 1992, p. 1.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

le bien-fondé de l'annulation en mars dernier du contrat de 1000 mégawatts d'électricité signé en 1989 avec Hydro-Québec tout en soulignant la possibilité de besoins croissants pour New York et l'éventualité d'avoir recours à des ressources additionnelles en électricité au début des années 2000. La Société Hydro-Québec accueille favorablement les résultats de cette analyse. (*La Presse*, 9 juillet 1992, p. B1).

La visite du maire de Paris
mi-juillet :

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, qui est de passage à Montréal pour participer à l'AIMF (cf. section D) inaugure avec son vis-à-vis montréalais, M. Jean Doré, un obélisque érigé à la mémoire du Général de Gaulle, un cadeau de la ville de Paris à la ville de Montréal à l'occasion de son 350^e anniversaire. La cérémonie se déroule en présence de quelques manifestants sans qu'une allusion soit faite aux célèbres paroles prononcées par le Général en 1967. M. Chirac est également reçu par le Premier ministre du Québec. (*Le Devoir*, 17 juillet 1992, pp. 1 et 4; *The Globe and Mail*, 17 juillet 1992, pp. A1 et A5).

Séjour au Québec du Directeur général de l'UNESCO
21 septembre :

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, M. Federico Mayor, est de passage au Québec où il participe notamment à la XVI^e Conférence générale du Conseil international des Musées (ICOM) et ratifie la chaire UNESCO/Université Laval sur les dimensions sociopolitiques du développement (ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 184*, 18 septembre 1992).

Le Président malien est de passage au Québec
fin septembre :

Le nouveau Président du Mali, M. Alpha Oumar Konaré, séjourne à Montréal et à Québec à l'occasion de la Conférence générale du Conseil international des Musées (ICOM). Bien qu'il ne s'agisse pas d'une visite officielle, sa participation à cette activité lui permet de rencontrer des responsables politiques fédéraux et provinciaux pour discuter de la situation dans son pays. M. Konaré est accompagné de son ministre des Affaires étrangères, M. Alousénou Touré. (*La Presse*, 25 septembre 1992, p. A10; *Le Devoir*, 25 septembre 1992, p. B7).

Nominations diplomatiques :
3 août :

M. Reed Scowen, ancien délégué général du Québec à Londres, entre en fonction à la tête de la délégation générale du Québec à New York. (*Québec Update*, vol. xv, no 15, 27 juillet 1992, p. 1; *Le Soleil*, 2 juillet 1992, p. A6 et 4 juillet 1992, p. A5).

septembre :

Deux hauts fonctionnaires sont nommés à la délégation du Québec à Paris. Il s'agit de M. Denis Gervais qui occupera le nouveau poste de Chargé de mission aux Affaires Francophones et Multilatérales et de M. Pierre Baillargeon qui remplira la fonction de Premier conseiller chargé des Affaires politiques. D'autre part, M. Dominique de Combles de Nayves est nommé Consul général de France à Québec. (Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 5 septembre 1992, p. A3; *Lettre du Québec*, vol. 6, no 1, octobre 1992, p. 2)